

Y a-t-il une frontière chinoise ? La circulation des informations entre Hong Kong et la Chine

In: Revue française de science politique, 29e année, n°4-5, 1979. pp. 847-876.

Résumé

Y A-T-IL UNE FRONTIERE CHINOISE ?, par JEAN-LUC DOMENACH

Malgré les puissantes barrières édifiées par le régime communiste, il semble que la population chinoise ne se trouve pas complètement privée d'informations sur le reste du monde. Ainsi, trois grands flux d'informations transitent par la colonie de Hong Kong qui, bien que chinoise par le peuplement, sert de sas entre la Chine populaire et l'Occident. Ils sont véhiculés par les mass média, les voyageurs en Chine et l'appareil communiste de la colonie. Ces informations contiennent une image très positive de Hong Kong et une appréciation plus nuancée de l'Occident. Elles atteignent en Chine deux minorités : ceux qui, Cantonais ou Chinois d'outre-mer, possèdent des parents dans la colonie, et surtout les cadres supérieurs. Bien que leur effet soit mal connu, ces informations semblent avoir influé sur l'opinion publique chinoise et peut-être même sur la formation de la politique d'ouverture de Pékin.

[Revue française de science politique XXIX (4-5), août-octobre 1979, pp. 847-876.]

Abstract

IS THERE A CHINESE FRONTIER ?, by JEAN-LUC DOMENACH

Despite the powerful barriers erected by the Communist regime, it seems that the Chinese population is not completely without information about the rest of the world. Three main currents of information pass through Hong Kong which, though Chinese by population, serves as a sieve between People's China and the West. These three currents are provided by the mass media, tourists and the Communist organisation in the colony itself. The information thus provided gives a positive image of Hong Kong and a more subtle appreciation of the West. It reaches two minority groups in China : those who are Cantonese or Chinese from overseas and have parents in the colony and particularly higher executives. Although its effect is not well known, this information seems to have influenced Chinese public opinion and maybe even the formation of Peking's new open-door policy.

[Revue française de science politique XXIX (4-5), août-octobre 1979, pp. 847-876.]

Citer ce document / Cite this document :

Domenach Jean-Luc. Y a-t-il une frontière chinoise ? La circulation des informations entre Hong Kong et la Chine. In: Revue française de science politique, 29e année, n°4-5, 1979. pp. 847-876.

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/rfsp_0035-2950_1979_num_29_4_418650

Y A-T-IL UNE FRONTIÈRE CHINOISE ?

La circulation des informations entre Hong Kong et la Chine

JEAN-LUC DOMENACH

Un problème intéressant posé par le système socio-politique chinois comme par tout système de type totalitaire concerne la pénétration et la circulation dans son sein des informations sur le reste du monde. Certes, les recherches historiques intéressant la Chine ancienne ont balayé le mythe d'un empire vivant à l'abri de toute influence étrangère ; l'évolution de la Chine contemporaine, y compris et surtout la révolution communiste qu'elle a engendrée ne peuvent se comprendre sans l'intrusion de l'impérialisme et des idées de l'étranger. Cependant, la solitude diplomatique de la Chine populaire pendant la Révolution culturelle, le caractère en apparence irrationnel de son évolution intérieure depuis 1966, enfin la spécificité de son organisation sociale suscitent couramment, chez des visiteurs ébahis, des spéculations sur l'isolement idéologique dans lequel vivraient les Chinois — isolement qui, pour certains, garantirait la « pureté » de leur système politique. Dans un monde où les distances ne cessent de se raccourcir et les influences de s'intensifier, la Chine constituerait un cas aberrant. Si, depuis 1971, les dirigeants de Pékin insèrent de plus en plus vigoureusement leur pays dans le jeu des forces mondiales, ce serait seulement par une sorte de nécessité externe, les effets de cette ouverture demeureraient étroitement limités, et l'extrême réalisme avec lequel elle est conduite aujourd'hui, choquant pour nombre d'esprits progressistes, s'expliquerait largement par une ignorance à peu près complète du monde extérieur. Protégé par sa différence autant que par

Jean-Luc Domenach

les frontières, le peuple chinois, bon sauvage des temps modernes, ne saurait pratiquement rien de l'étranger et vivrait complètement à l'abri de ses influences, comme sur une île déserte.

Pour contrôler de telles affirmations, il faudrait, dans l'idéal, procéder en Chine même à de véritables enquêtes. Cette méthode n'est évidemment pas praticable. Les relations que les dirigeants chinois entretiennent actuellement avec la communauté scientifique internationale restent caractérisées par leur refus de se livrer, eux et leurs ouailles, comme objet de connaissance. Les phénomènes d'opinion chinois ne peuvent être étudiés que de façon indirecte : par un voyage ou un séjour « dans un bocal » (L. Bianco), par l'écoute des réfugiés ou par l'analyse de la presse officielle. Une deuxième méthode, complémentaire de la première, n'est guère plus viable : détecter, à leur source, les informations de toute nature diffusées, de l'étranger, vers le corps social chinois. D'une part, en effet, l'enquête est pratiquement impossible chez certains « diffuseurs » comme l'URSS et difficile techniquement pour certains types de diffusion, telles les émissions radiophoniques — sans parler des activités par nature plus discrètes de propagande et d'intoxication que conduisent, en Chine même, plusieurs pays, et d'abord Taiwan¹. D'autre part, là même où elle est en principe praticable, c'est-à-dire dans les pays libéraux, une telle enquête implique des recherches compliquées, longues et probablement peu efficaces. Les Etats-Unis, le Japon, la Grande-Bretagne, la France et la République fédérale allemande conduisent en Asie orientale des activités de propagande et de diffusion culturelle. Mais ces activités empruntent des canaux multiformes et leur intensité est très difficilement vérifiable. Comment — surtout — déterminer, dans le flot d'informations de toute nature déversées en direction de la Chine populaire, ce qui y pénètre réellement ?

La méthode adoptée pour cette étude n'est pas globale mais partielle. Elle consiste à n'observer que le flux d'informations en provenance de Hong Kong vers la Chine. Compte tenu de l'importance des échanges de tout ordre qui unissent la colonie britannique au continent, ce flux est suffisamment important pour être étudié. De plus, le faible nombre des voies de passage et l'absence de barrières linguistiques

1. Le *Zhongyang ribao* (*Quotidien central*) de Taiwan ne fait pas mystère de telles activités et présente périodiquement des preuves plus ou moins convaincantes de l'influence nationaliste sur le territoire. On sait également que des rumeurs ont à diverses reprises parcouru certaines provinces chinoises (en 1956-1957, 1959-1961 et pendant la Révolution culturelle), qui annonçaient le retour de Chiang Kai-shek, une invasion américaine ou même une intervention des Nations Unies. La question est de savoir quelle est, dans ces rumeurs, la part de la spontanéité et de l'intoxication.

majeures en font un cas relativement simple. Surtout, les mêmes raisons linguistiques et l'existence d'un flux très important d'informations en provenance de la Chine rendent l'effort de recherche moins malaisé. Les nombreux récits de réfugiés ou de voyageurs publiés dans la colonie contiennent des notations très intéressantes parce que totalement libres sur la pénétration en Chine des informations en provenance de Hong Kong. Ces récits sont même tellement nombreux que nous avons borné notre recherche aux seules années 1976-1978.

Le rappel de quelques données de base sur la façon dont le système politique chinois se barricade contre les influences étrangères et sur la position de Hong Kong par rapport au continent montre que la tâche est plus complexe qu'il n'y paraît de prime abord. Dans sa puissance comme dans ses faiblesses, le blocus chinois est autant un produit de l'histoire récente que d'intentions politiques clairement définies. On sait généralement que l'un des premiers actes du nouveau régime a été, dès ses débuts, d'assurer une fermeture effective des frontières, de chasser ou d'isoler la grande majorité des étrangers² puis d'établir, par à-coups successifs, son contrôle idéologique sur la population. Les souvenirs proches de la guerre civile, la situation internationale de l'époque comme la nature à la fois sociologiquement paysanne et politiquement autoritaire du Parti communiste chinois aident à expliquer des mesures que tout autre parti nationaliste accédant au pouvoir aurait difficilement évitées. Mais on oublie trop aujourd'hui que la Chine des années cinquante est demeurée entrouverte sur l'étranger. Membre du camp soviétique, elle n'a pas été soumise aux seules influences politiques, économiques et militaires de l'URSS et de ses alliés. Le nombre et le tirage des ouvrages traduits du russe sur à peu près tous les sujets, jusqu'à la morale familiale, témoignent de l'influence proprement culturelle exercée par le « grand frère » soviétique. Toutes les capitales provinciales chinoises et de nombreuses petites cités organisèrent des festivals du film soviétique et reçurent la visite des meilleures troupes de ballet. Les experts russes résidant en Chine apportaient aussi avec eux un style de vie et des préoccupations qui séduisaient ou scandali-

2. L'éradication de la présence étrangère en Chine est un sujet moins simple qu'il ne paraît. Si l'expulsion des prêtres et des hommes d'affaires était aisément concevable et réalisable, que faire des Japonais, des « petits blancs » qui avaient fait souche en Chine, ainsi que des métis ? Leur sort semble avoir été douloureux : nombre d'entre eux furent internés, la plupart furent mis à l'écart de la collectivité.

saient le bon peuple³. D'autre part, l'envoi en URSS de nombreuses « délégations d'amitié » n'a pas manqué d'influencer les cadres du jeune régime chinois. Voici, par exemple, ce qu'écrivait, en 1954, un ambitieux journaliste nommé Zhang Chunqiao à son retour de Moscou : « ... Les communistes ne sont pas nés pour aimer la pauvreté, et une société socialiste n'est pas nécessairement pauvre... Nous deviendrons tous riches et nous ferons la queue pour acheter les montres, radios, tapis, etc., que nous aurons fabriqués »⁴. Une catégorie sociale étroite mais influente doit entièrement sa formation à l'Union soviétique : celle des boursiers chinois en URSS qui, à leur retour, reçurent des postes importants avant d'être épurés ou rétrogradés dans les années soixante⁵. Plus généralement, cadres et intellectuels chinois voyaient alors le monde extérieur à travers le prisme soviétique. C'était, bien entendu, un prisme déformant : le *Quotidien du peuple* épousait les thèses de la propagande de Moscou sur la crise du capitalisme occidental. Mais enfin, l'Union soviétique, c'était tout de même un vrai pays aux défauts visibles, et les voyageurs chinois n'étaient ni tous aveugles, ni tous sourds. Le voyage à Moscou ne constituait pas une partie de plaisir pour des dirigeants contraints de faire antichambre et de négocier très durement une aide limitée⁶. On sait aussi que la déstalinisation, les troubles hongrois et polonais ainsi que le dégel littéraire qui s'annonçait exercèrent une influence considérable sur la genèse et le déroulement de la crise des Cent fleurs (1957)⁷.

Au reste, l'adhésion au modèle soviétique justifiait le maintien de liens réels avec tout un versant de l'humanisme occidental. On tradui-

3. Les témoignages de réfugiés indiquent que l'effet psychologique de la présence soviétique était plus contrasté qu'on veut le faire croire aujourd'hui. La détestation n'était pas universelle. On pourra lire à ce propos *Un Russe en Chine* de M. A. Klochko (traduction française, Paris, Gallimard, 1964).

4. Cité d'après *Issues and studies* (Taiwan), VIII, n° 7, pages 74-79. Ce journaliste de Shangai a accédé aux plus hautes fonctions politiques à la faveur de la Révolution culturelle, mais a été épuré en octobre 1976.

5. Cette catégorie sociale mériterait d'être étudiée. Le personnage de Chia Hsiang-tung dans le roman de Hia Chih-yen, *Un hiver froid à Pékin* (éditions Alta, Paris, 1978), en est un intéressant spécimen.

6. On dispose malheureusement de trop peu de témoignages sur ce point. Voir néanmoins les mémoires de Khrouchtchev : *Khrushchev remembers, the last testament*, André Deutsch, Londres, 1974, pages 239-599.

7. On se reportera sur ce point aux ouvrages classiques de Merle Goldman (*Literary dissent in communist China*, Cambridge, Harvard University Press, 1967) et de R. Mac Farquhar (*The hundred flowers campaign and the chinese intellectuals*, New York, Praeger, 1960). L'influence de la contestation dans les démocraties populaires est symbolisée par le cas du fameux pianiste Fou Ts'ong qui « choisit la liberté » en 1957 alors qu'il se trouvait en Pologne (*South China Morning Post*, ci-après SCMP, 28 octobre 1977).

sait les auteurs que la presse soviétique encensait et que les partis frères embrigadaient. A Pékin, aujourd'hui encore, tout le monde n'a pas perdu le souvenir des voyages que firent en Chine nombre de « compagnons de route » du PCF ou de « progressistes » comme J.-P Sartre, S. de Beauvoir et Gérard Philippe. Le passé culturel de l'Occident n'était pas complètement nié. On lisait beaucoup des auteurs « positifs » ou jugés tels comme Stendhal, Balzac, Maupassant, Zola, Romain Rolland, qui restent encore aujourd'hui, pour nombre d'intellectuels alors étudiants, des modèles indépassables⁸. Bref, grâce à l'alliance soviétique, la Chine conservait le contact avec la culture occidentale. En comparaison de la solitude culturelle qu'ils connurent à partir de la Révolution culturelle, les années cinquante sont aujourd'hui décrites par beaucoup d'intellectuels chinois comme de véritables années d'or.

Les principaux destinataires de ce flux d'informations étaient les cadres supérieurs et les intellectuels. Mais, à la même époque, et jusqu'au début des années soixante, un autre courant d'informations, en provenance d'une autre partie du monde, atteignait des milieux sociaux plus larges — surtout, il est vrai, dans les provinces de Chine méridionale. Au moins 200 000 Chinois d'outre-mer, résidant jusqu'alors pour la plupart en Asie du Sud-Est sont retournés en Chine sous l'effet conjugué des persécutions locales, de leurs espérances de mieux être et de la propagande de Pékin⁹. Le régime s'efforça de limiter leur influence de deux façons. D'une part, il les soumit à une intense réforme idéologique. D'autre part, il les sépara du reste de la population en les concentrant dans certaines zones et en leur attribuant un mélange vexatoire de faveurs et de contraintes. Peine perdue : les Chinois d'outre-mer se répandirent dans tout le pays et accédèrent à de nombreux postes de responsabilité sans pour autant se défaire, dans la plupart des cas, de leur individualisme ni abandonner leurs liens avec

8. L'extraordinaire réputation dont jouit la culture occidentale et spécialement française dans les milieux intellectuels chinois est un fait indiscutable qu'attestent aussi bien les reproches violents adressés aux « quatre » et particulièrement à Chiang Ching que les conversations privées des diplomates occidentaux avec les responsables chinois actuels, ou l'augmentation rapide des traductions depuis 1976.

9. L'histoire à la fois tragique et symbolique de cette génération de Chinois d'outre-mer reste à décrire. Versons au dossier les plus intéressants des nombreux témoignages publiés à Hong Kong dans *Nanbei Ji (Nord-Sud)* du 16 août 1977, pages 29-30, le quotidien *Mingbao* (ci-après *MB*) du 26 août et du 7 octobre 1977, les revues *Mingbao yuekan (Mensuel Mingbao, ci-après MBYK)* n° 142, pages 8-10, *Guanhajia (L'observateur, ci-après GCJ)* février 1978, pages 8-12, *Qishi niandai (Les années soixante-dix, ci-après QNSD)* avril 1978, pages 20-23, ainsi que chacun des numéros publiés depuis novembre 1977 par la revue *Zhengming (Rivalisons, ci-après ZM)*.

l'étranger. Quand, à partir de 1958-1960, la rupture sino-soviétique et la radicalisation de la ligne politique du PCC provoquèrent une fermeture progressive de la Chine aux influences de l'étranger, les Chinois d'outre-mer firent figure de Juifs chinois : des êtres vivant à la fois dedans et dehors, en Chine et à l'étranger, et hais pour cela¹⁰. Si la Chine s'est aussi violemment fermée à l'extérieur, c'est sans doute en partie parce que la semi-ouverture des années cinquante était identifiée à la politique d'amitié avec l'Union soviétique. Il a suffi qu'un seul être manque aux dirigeants chinois pour qu'ils décident de dépeupler leur environnement culturel... Le communisme et le progressisme occidental, devenus le révisionnisme et ses alliés, ne méritaient plus d'être connus : on ferma les étroites avenues par lesquelles transitait l'information sur l'Occident. Au surplus, le désastre du Grand bond en avant (1958-1960) et les mauvais traitements subis par les premiers flots de Chinois d'outre-mer tarirent pratiquement le courant de nouveaux arrivants. La Révolution culturelle (1966-1969), que l'on a souvent présentée en Europe comme une vaste fête politique fut, sur le plan culturel, une période de glaciation : en Chine populaire, radicalisme politique et xénophobie vont de pair. En ce temps-là, une photo de famille prise à l'étranger, un vieux complet veston, un poste de radio de marque étrangère et quelques anciennes revues valaient à leur propriétaire la comparution devant un « meeting de lutte » et l'envoi sans coup férir en camp de réforme.

A partir de la chute de Lin Biao, en 1971, cette situation a subi des modifications dues à l'ouverture diplomatique : l'Etat chinois a multiplié et intensifié ses contacts extérieurs. Les universités ont été progressivement réouvertes, et le minimum d'activité intellectuelle nécessaire au fonctionnement de l'économie a été rétabli. Mais on n'a vu venir aucune autocritique complète des excès de 1966-1971 dans le domaine des relations culturelles avec l'étranger, et la plupart des barrières existantes contre les influences extérieures ont été maintenues.

La première de ces barrières, c'est évidemment la frontière. Jusqu'en 1978, et malgré un récent accroissement, le nombre des étrangers admis en Chine est resté extraordinairement faible¹¹. Cette situa-

10. Parmi les nombreux témoignages publiés à Hong Kong sur la situation des Chinois d'outre-mer après leur retour dans la métropole, citons les quotidiens *Xinbao* (*Nouveau journal*) du 6 juin 1977 ; *MB* du 6-7, 12, 19 janvier, 7 février, 7, 14-16 mai 1978 ainsi que les revues *Xinguancha* (*Le nouveau coup d'œil*), n° 8, pages 23-26 ; *QNSD* février 1977, pages 23-26, juin 1978, page 112 ; *ZM* n° 1, page 24, n° 4 pages 5-7, 11-12, 16, n° 8 pages 34-35.

11. Voici quelques chiffres probables sinon certains. En 1965, 4 000 touristes étrangers ont été admis en Chine, et 50 000 en 1977 (auxquels se seraient ajoutés de 300 000 à 400 000 Chinois d'outre-mer et de Hong Kong). On estimait que 100 000 visiteurs non

tion ne tient pas à l'insuffisance de l'équipement hôtelier chinois. La Chine dispose au contraire d'une assez bonne infrastructure touristique¹². Elle tient à la volonté arrêtée de limiter au minimum et de contrôler au maximum les échanges non officiels qui n'offrent aucune rentabilité immédiate dans l'ordre politique ou économique. Les relations avec les Chinois de l'étranger ne peuvent certes pas être aussi étroitement bornées, cela pour des raisons humaines mais surtout financières et sociales : la Chine a besoin des devises qu'ils expédient, et plus encore leurs familles restées sur le continent¹³. On a donc multiplié les règlements et les tracasseries douanières. Confortablement installés dans les salles d'attente spéciales de Shumchum, la gare frontalière, les touristes étrangers ne remarquent pas la sévérité dont sont l'objet les nombreux visiteurs de race chinoise. Ceux-ci sont interrogés, fouillés, leurs bagages sont ouverts, leurs biens répertoriés, leurs cadeaux lourdement taxés. La presse de Hong Kong est remplie d'anecdotes scandalisées ou désespérées sur l'autoritarisme et la bêtise des douaniers chinois¹⁴.

Non seulement les échanges de personnes ont été limités, mais ils ont été contrôlés étroitement. Les diplomates et experts que le gouvernement chinois envoie à l'étranger doivent vivre d'une façon monacale. Le faible nombre des défections enregistrées parmi les diplomates chi-

inois seraient reçus en 1978. Ce chiffre reste très faible si on le rapporte à la population chinoise (près d'un milliard) ou au nombre des touristes à Hong Kong (environ un million et demi par an). La progression du tourisme français en Chine est également significative de la faiblesse des chiffres en cause : 300 visas touristiques auraient été délivrés à des Français en 1973, 800 en 1975, 1 200 en 1976, 1 800 en 1977, 3 000 en 1978. Cf. *Dagong bao* (*L'impartial*, ci-après *DGB*) 6 janvier ; *SCMP* 21 mars et 23 juin 1978 ; *QSND* juin 1978, pages 56-58.

12. Voir à ce sujet l'article cité note 11 de *QSND* qui se livre à une critique sévère du tourisme officiel chinois. Le nombre de lits d'hôtel des villes de Pékin, Shanghai et Canton serait déjà supérieur à celui de l'hôtellerie hong kongaise. Le fameux hôtel Dongfang de Canton, qui devait recevoir 30 000 visiteurs en 1978, a une capacité au moins six fois plus importante.

13. Les sommes d'argent expédiées sur le continent par la diaspora chinoise ne sont pas seulement importantes par leur masse mais par leurs effets sociaux. Une enquête que nous avons effectuée à Hong Kong montre que sur vingt envois de fonds, six constituent l'unique revenu de leurs destinataires, parfois des citoyens chinois qui mènent un étrange vie de petits rentiers, souvent aussi des vieillards ou des chômeurs complètement démunis.

14. Voir notamment *MB* 6 juillet, 25 juillet, 24 août, 18 octobre, 13 décembre 1977, 23 janvier, 7 avril, 25 avril 1978 ; *QSND* avril 1978, page 11 ; *ZM* n° 4, pages 9-10 ; *Pangu* (*Adam*) ci-après *PG*, n° 104, pages 9-14. Un mieux s'est dessiné sur ce point depuis le début de 1978 (*ZM* n° 5, page 12, *MB* 31 juillet, 8-10 août 1978), mais limité. En effet l'attitude des douaniers chinois est tout autant dictée par les directives officielles que par les différences de dialectes et de remarquables décalages socioculturels. Les pyjamas à fleurs, par exemple, plongent les fonctionnaires de Shumchum dans des abîmes de perplexité...

nois donne la mesure de la surveillance qui s'exerce sur eux. Mais le contrôle des étrangers en Chine est une affaire beaucoup plus délicate, car il faut agir avec le maximum de souplesse et d'amabilité. La plupart des touristes étrangers ne remarquent pas le « marquage individuel » dont ils sont l'objet d'après des directives du gouvernement chinois¹⁵. La main de fer est, en revanche, plus sensible à ceux qui vivent à Pékin : il reste à écrire des pages succulentes sur la surveillance de tous les instants subie par les diplomates en poste¹⁶. Rappelons que, jusqu'à une date très récente, tout contact restait interdit entre des étrangers résidant à Pékin et la population chinoise¹⁷. Les visiteurs de langue chinoise sont en général mieux lotis, puisqu'on les autorise à séjourner dans leur famille. Mais ils sont astreints à des formalités administratives tatillonnes et à des contrôles fréquents¹⁸.

En fait, plus que ces barrières administratives, c'est le contrôle très étroit du régime sur la population qui pèse le mieux aux conséquences de l'ouverture diplomatique vers l'étranger. Pour se défendre contre les mauvaises influences, le régime chinois s'appuie plus sur lui-même que sur des mesures spécifiques. Sa surveillance porte moins sur le porteur de germes que sur l'éventuel receveur¹⁹. Rien n'empêche l'étudiant étranger d'emporter ses livres en Chine ; mais tout (en principe) empêche ses condisciples chinois de les lire. Rien n'empêche le Chinois d'outre-mer en visite de tenir des propos malveillants ; mais tout porte sa famille à lui conseiller la plus grande discrétion s'il désire revenir et plus encore si elle-même désire conserver sa réputation politique. Même dans la Chine de Hua Guofeng persiste la menace d'une campagne

15. Telle celle du 21 mai 1972 qui a été traduite dans C. Aubert, Lucien Bianco, Claude Cadart et Jean-Luc Domenach : *Regards froids sur la Chine* (Paris, Seuil, 1976) pages 54-57. Les cas de représailles exercées par les autorités chinoises sur des citoyens qui avaient accepté de fréquenter des étrangers sont nombreux, et ils n'ont pas disparu aujourd'hui comme en témoigne un récit de Jean-Philippe Béja (*Esprit*, octobre 1978, pages 100-103).

16. L'article publié par Philippe Ardant, « La pratique diplomatique chinoise récente » dans la *Revue générale de droit international public*, octobre-décembre 1968, n'a, sur ce point, guère perdu de son actualité.

17. Il semble cependant que depuis le printemps de 1978 certaines catégories de la population pékinoise, notamment les Chinois d'outre-mer, aient reçu l'autorisation de fréquenter des visiteurs étrangers.

18. Voir, par exemple, le récit publié dans *PG* n° 115, pages 30-34. Lorsqu'un citoyen chinois désire rendre visite à un parent d'outre-mer installé dans un hôtel, il doit déposer une pièce d'identité à la réception (*ZM* n° 3, pages 40-41).

19. Un bon exemple de cette attitude concerne l'écoute des radios étrangères (voir plus bas, page 863). Le brouillage opéré par les autorités chinoises semble peu puissant, et il est aisé de les recevoir. Mais de lourdes peines frappent ce crime.

Y a-t-il une frontière chinoise ?

politique où les voisins, les parents aussi, seraient contraints de révéler ce qu'ils ont entendu. La meilleure défense contre la contamination idéologique de l'étranger, c'est le régime chinois lui-même : le maintien, jusqu'aux niveaux de base, du réseau de contrôle du Parti communiste et la menace des campagnes de répression constituent le plus solide garant de pureté, et d'ignorance.

De plus, le régime chinois ne se contente pas de lutter contre la pénétration des informations sur l'étranger ; il les canalise et les diffuse lui-même. Le puissant système d'information chinois peut être défini de trois façons. C'est tout d'abord un système monopolistique. En Chine, il n'existe — officiellement du moins — de nouvelles qu'officielles. Tous les organes d'information dépendent plus ou moins directement d'un Département de la propagande du Parti. Ils ne diffèrent que secondairement, selon le public auquel ils s'adressent. En second lieu, ce monopole est actif : il s'agit d'un système de déformation unilatérale des informations. La nouvelle est tantôt passée sous silence et tantôt modifiée, ou bien son sens est exagéré. Le *Quotidien du peuple* n'a jamais annoncé l'alunissement d'un aéronef américain, mais on ne compte plus les déferlements d'informations, vite annulées par une nouvelle palinodie diplomatique, par exemple sur le Japon militariste (1968-1970), l'Albanie socialiste (jusqu'en 1977) ou l'héroïsme du peuple vietnamien (jusqu'en 1978). L'information comme la désinformation sont cependant fort inégalement réparties. La troisième caractéristique du système chinois est, en effet, sa hiérarchisation. Chacun reçoit l'information qui correspond au rôle à lui assigné : les masses, celle qui doit justifier leur adhésion au régime, et les cadres, celle qui est nécessaire à leur travail de direction. Des nouvelles étrangères non diffusées par la presse ordinaire sont assez souvent publiées dans des recueils ou des fascicules « internes » (*neibu*) destinés à des cercles de cadres plus ou moins restreints. Les deux recueils les plus connus sont les *Cankao xiaoxi* (*Nouvelles de référence*) distribuées, paraît-il à plus de dix millions d'exemplaires, et à ce point lues qu'on les appelle « le petit journal », et les *Cankao Ziliao* (*Matériaux de référence*), dont la diffusion est beaucoup plus restreinte et dont le contenu varie suivant l'actualité politique. Ce sont encore, certes, des organes officiels, qui conservent bien des pudeurs. L'information qu'ils diffusent est beaucoup plus étroitement dirigée que celle de la presse quotidienne. Mais elle témoigne aussi beaucoup plus directement des préoccupations du pouvoir politique et livre plus d'informations sur l'étranger. C'est ainsi que le numéro 6777 des *Nouvelles de référence* daté du 18 juillet 1977, a reproduit un ensemble de documents sur la polémique sino-albanaise dont le bon peuple n'avait pas encore été informé : le résumé de l'édi-

torial publié le 7 juillet par *Zeri I populit* ainsi que des dépêches des agences de presse occidentales et soviétiques commentant l'attitude albanaise²⁰.

Ces barrières dressées contre la pénétration des informations étrangères se sont révélées dans une large mesure efficaces. Tous les réfugiés assurent que la population chinoise reçoit depuis 1966 bien moins d'informations sur le monde extérieur qu'auparavant. Le blocus, pourtant, est-il total ? Il ne le semble pas. Tout d'abord, pour des raisons géographiques et ethniques évidentes, la frontière chinoise est restée moins hermétique qu'on ne le croit souvent. Les échanges spontanés d'hommes et d'informations le long des frontières coréenne, soviétique, indienne ou birmane se poursuivent sporadiquement depuis 1949. Le cas du Vietnam est aujourd'hui bien connu, puisque environ 200 000 vietnamiens d'origine chinoise ont franchi la frontière depuis le début de 1978. Mais l'on ignore généralement qu'il existait auparavant, au moins depuis la Révolution culturelle, un fort courant en sens inverse, qui n'a probablement pas cessé²¹. Reconnaissons toutefois que ces infiltrations frontalières sont mal connues. A défaut de les maîtriser complètement, le régime chinois les ignore, et les sources officielles n'en font guère mention. D'autre part, exception faite du récent cas vietnamien, ces infiltrations semblent avoir été beaucoup plus importantes dans le sens de la fuite hors de Chine.

La frontière entre la Chine et Hong Kong est bien mieux connue car elle est traversée, depuis 1949, par de puissants courants d'échanges. Elle est restée pratiquement ouverte jusqu'en 1953 et très aisée à franchir jusqu'en 1957²². Depuis les départs massifs de 1962-1963 et la Révolution culturelle, la police chinoise a intensifié sa surveillance et la répression ; le gouvernement de Hong Kong (qui devait, il est vrai, assurer le reclassement d'un flot considérable de réfugiés) a accepté en décembre 1974 de renvoyer en Chine les fuyards chinois en situation

20. Ce fait, attesté par un étranger vivant en Chine, a été confirmé par une revue pro-communiste de Hong Kong (*PG* n° 108, pages 59-60).

21. Sur ce point, on trouvera dans le *ZYRB* de Taiwan (3 août 1977) des informations vraisemblables et confirmées par des réfugiés vietnamiens et chinois. 2 000 Chinois auraient franchi la frontière vietnamienne entre avril et juillet 1977 car les autorités nord-vietnamiennes venaient d'assouplir leur attitude à l'égard de ce phénomène migratoire.

22. Ce fait, attesté par les réfugiés, ressort bien du récit de Chow Ching-lie : *Le palanquin des larmes*, Paris, Laffont, 1975.

irrégulière. Mais la Chine populaire s'est bien gardée de diminuer son commerce avec Hong Kong, par où transitent les biens et l'argent nécessaires à son développement économique ainsi qu'un flot accru de visiteurs de la diaspora chinoise. Hong Kong (et, à un bien moindre titre, Macao) représente aujourd'hui un véritable sas par lequel la Chine reçoit des informations de l'étranger.

Les raisons principales de cette situation sont bien connues. La position géographique de Hong Kong et Macao sur le flanc méridional de la province du Guangdong est un facteur très favorable : moins de deux heures de train séparent Canton de la frontière. L'appartenance à une même communauté ethnique et linguistique justifie et facilite les échanges. La quasi-totalité de la population de Hong Kong est de race chinoise, et la très grande majorité reçoit son éducation en cantonais²³. Enfin et surtout, les échanges économiques avec la colonie interdisent aux dirigeants chinois d'envisager à court terme une modification de son statut²⁴.

Ce qui permet le mieux de comprendre l'intensité et la nature des échanges d'information entre Hong Kong et la Chine, c'est l'appartenance ambiguë de la colonie britannique. Celle-ci est assez étrangère pour fournir *autre chose* à la Chine et assez chinoise pour que son message puisse être assimilé sur le continent. Par bien des côtés, Hong Kong représente un territoire fondamentalement étranger. La domination coloniale britannique ne s'est pas encore effacée du paysage économique et social de ce territoire. La plupart des chefs de service du gouvernement local, sont encore de nationalité britannique, et la Grande-Bretagne travailliste y poursuit encore, vaille que vaille, la politique de ses moyens²⁵. En second lieu, Hong Kong possède aujourd'hui

23. Les deux langues officielles de Hong Kong sont l'anglais et le cantonais. Dans les faits, plus de 90 % de la population choisit le cantonais. Remarquons cependant qu'une très faible partie pratique bien la langue parlée actuellement dans toute la Chine, qui est dérivée du dialecte de Pékin. Les échanges ne sont donc vraiment aisés qu'avec les habitants du Guangdong voisin.

24. Le fait est assez connu pour qu'il ne soit pas nécessaire d'insister. Malgré une diminution récente due à l'augmentation et à la diversification des échanges extérieurs chinois, Hong Kong occupe encore une part considérable dans le commerce de la Chine : 7,8 % en 1976. Surtout, c'est un indispensable débouché pour les produits du continent (la colonie a reçu 15,6 % des exportations chinoises en 1976) et la voie de transit obligée des transferts en provenance de la diaspora chinoise (peut-être mille millions de dollars américains en 1976, soit la moitié de la valeur des exportations chinoises vers la colonie) ; cf. *Financial Times*, 24 avril 1978.

25. Les autorités britanniques sont contraintes par la faiblesse de leurs moyens financiers et politiques (car il faudrait surmonter l'opposition de puissants groupes d'intérêts vraisemblablement soutenus par la Chine) de limiter leur effort dans le domaine social, d'où le maintien de situations scandaleuses (corruption, criminalité, travail des enfants) que dénoncent régulièrement des délégations du Parti travailliste.

Jean-Luc Domenach

nombre de caractéristiques d'un territoire véritablement international. Non seulement, en effet, plusieurs colonies étrangères (indienne, pakistanaise, japonaise, etc.) y prospèrent, non seulement l'ouverture commerciale et financière sur le monde est presque complète (exception faite du bloc soviétique), mais une partie croissante des Chinois de Hong Kong se sentent de moins en moins Chinois et de plus en plus citoyens du monde. Pour beaucoup, Hong Kong est un lieu sans passé, et sans avenir, où l'on fait fortune avant d'émigrer. En troisième lieu, l'incessant mouvement de va-et-vient qui caractérise la vie économique et sociale de la colonie n'a pas empêché qu'y apparaissent des intérêts spécifiques. L'extraordinaire réussite économique, la hausse remarquable des salaires et le faible taux de l'inflation²⁶ ont entraîné l'accession à la prospérité d'une couche moyenne décidée à défendre et augmenter son bien-être. Non seulement le gouvernement britannique et les représentants de la Chine populaire doivent tenir compte de ses intérêts, mais certaines instances comme la municipalité de Hong Kong s'en font les défenseurs de plus en plus actifs. Bref, Hong Kong n'est pas seulement, en terre chinoise, une enclave coloniale et un bourgeon du capitalisme international. C'est, beaucoup plus fondamentalement, tout le contraire de la Chine populaire : un territoire aux contours politiques imprécis, où le pouvoir ne gouverne que ce que le mouvement des affaires veut bien lui laisser, où les seules valeurs durables sont le travail et l'argent.

Quand l'on sait cela, la souplesse de la position chinoise à l'égard de Hong Kong paraît extraordinaire. En effet, le pouvoir de la Chine populaire dans la colonie est tel qu'elle aurait aisément pu y rentrer dans ses droits. Le scénario le plus simple et le plus innocent aurait pu être le suivant. Il suffisait d'abord de reprendre Macao, dont le Portugal, qui n'y gagne que des soucis, cherche à se délester discrètement²⁷. La panique qui en eût immédiatement résulté à Hong Kong aurait très probablement provoqué une fuite des capitaux et la ruine des finances fragiles de la colonie. Appauvrie, en proie aux grèves des syndicats

26. Depuis 1975, la hausse des salaires moyenne à été d'environ 10 % chaque année (elle a même approché 15 % pour les salaires les plus faibles) alors que le taux d'inflation restait inférieur à 3 %.

27. La situation de Macao est presque caricaturale. Les principales sources de revenu de ce comptoir (le jeu et les courses) restent entre les mains de sociétés contrôlées de plus ou moins près par Pékin. Le Portugal n'a plus les moyens de rémunérer une administration insuffisante et incompétente. Malgré les démentis qu'il inflige aux rumeurs sans cesse renaissantes, il est hors de doute que Lisbonne souhaite se débarrasser de ce fardeau, et que la Chine refuse de s'en charger. Là se trouve une raison souvent méconnue du retard apporté à l'établissement de relations diplomatiques entre Pékin et Lisbonne.

pro-communistes, Hong Kong se serait rangée d'elle-même dans le giron de la Chine populaire. Mais Pékin a refusé ce scénario de politique fiction et multiplie depuis 1976 les déclarations rassurantes²⁸. Ces déclarations s'expliquent certes par des intérêts économiques et par le souci politique de ne pas multiplier les problèmes extérieurs dans une époque de transition délicate. Elles sont le fruit de la sagesse, d'une sagesse qui se sait partagée : si le gouvernement britannique connaît à la fois son illégitimité et sa nécessité, les autorités chinoises se savent capables de reprendre Hong Kong à tout moment, mais à condition de tuer son économie.

Rien n'est plus rare, en politique, que la sagesse : elle provient, en général, d'une situation de pouvoir assurée mais limitée. Tel est le cas de la Chine à Hong Kong. Elle n'est pas maîtresse, mais elle se trouve chez elle. Elle n'impose pas les décisions, elle doit même parfois en subir de mineures, mais son agrément est indispensable aux plus importantes. Personne ne se risquerait à évaluer sérieusement la part des possessions de la Chine populaire à Hong Kong, tant sont complexes les réseaux de financement, de complaisances ou de fidélités. On sait seulement qu'elle est considérable, et que les investissements chinois ont été accrus récemment : la Chine a acquis du terrain, elle a acheté des immeubles et investi dans les industries, établi même des liens de sous-traitance avec des entreprises locales²⁹. Sans exercer une véritable hégémonie sur le monde du travail, elle contrôle les plus puissants syndicats, et peut à tout moment déclencher des grèves aussi meurtrières que celles de 1967. Les représentants de Pékin sont à ce point chez eux que leurs magasins, leurs entreprises, leurs écoles vivent en vase clos et sont plus ou moins directement reliés au continent. Les cinq quotidiens communistes, les revues « de gauche » et les maisons d'édition contrôlées par Pékin conduisent leurs affaires avec une complète liberté. Les écoles communistes fournissent des cadres aux entreprises dominées par Pékin, et, depuis 1977, des candidats aux examens chinois³⁰. S'ils adoptent en apparence un mode de vie et des méthodes de travail proches de celles de leurs collègues locaux, les dirigeants des

28. Voir par exemple *MB* 20 décembre 1976 ; *SCMP* 7 octobre, 27 novembre 1977.

29. *SCMP* 18 octobre, 12, 18 décembre 1977, 28 avril 1978.

30. Les 24 écoles communistes comprendraient environ 6 % de la population scolaire de la colonie. Elles pourraient aisément se développer si Pékin en prenait la décision et si se confirmait la récente politique d'ouverture des universités chinoises et d'universités spéciales aux Chinois d'outre-mer et de Hong Kong (*SCMP* 22 octobre, 17 novembre 1977 ; *MB* 4 août 1978). En effet, un des problèmes de ce territoire est le faible nombre des places disponibles dans l'enseignement supérieur (moins de trente mille) alors qu'il devient de plus en plus difficile de partir étudier à l'étranger.

importantes entreprises communistes sont nommés, parfois dépêchés directement du continent. Même les plus importants postes, de type quasi diplomatique, ne sont généralement pas assimilés à des missions à l'étranger. Liang Weilin, directeur de l'Agence Chine nouvelle à Hong Kong depuis 1958, donc véritable ambassadeur officieux de Pékin, a quitté sa charge en 1977 pour devenir immédiatement vice-président du comité révolutionnaire du Guangdong voisin³¹. La puissance de la Chine communiste à Hong Kong et l'existence de larges secteurs où elle jouit d'une grande liberté expliquent largement sa modération.

En s'installant à demeure dans la colonie, la Chine populaire ne pouvait pourtant pas éviter que celle-ci restât proche et même se rapprochât de la métropole. Affectivement, elle en fait même partie, ainsi qu'on l'a vu lors de chaque événement important de la vie politique pékinoise. Comme en Chine, la mort de Zhou Enlai suscita l'affliction (janvier 1976), celle de Mao Tse-tung l'indifférence ou l'inquiétude (septembre 1976) et la chute du « gang des Quatre » des débordements de joie (octobre 1976). N'étant étrangère que par contingence, Hong Kong vit largement au rythme chinois. Chacun sait que la colonie est l'endroit du monde où parviennent les informations les plus nombreuses et les meilleures sur l'évolution de la Chine. Sa population est tout entière bruisante d'informations plus ou moins sûres, plus ou moins dramatisées. Cela se sait même trop puisque aussi bien, après tout, ces informations ne recèlent pas plus d'erreurs que celles ordinairement diffusées, en toute impunité, par le *Quotidien du peuple*, puisque aussi bien tout un peuple de réfugiés y vit encore dans le souvenir.

* *

Plus intéressant, moins connu également, est le rôle d'émetteur que joue Hong Kong. C'est qu'il est bien difficile de repérer tous les porteurs d'informations dans une société qui réunit la complexité d'une société chinoise en voie de désagrégation à celle du libéralisme à l'occidentale, dont le langage extérieur est l'un des moins contrôlés qui soient. L'analyse demeure nécessairement impressionniste et incomplète. On est contraint, notamment, d'exclure ce qui existe mais ne peut être connu³². La matière est si diverse qu'il faut simplifier. On distinguera

31. Le phénomène n'est cependant pas général. Certains directeurs de journaux communistes installés à Hong Kong depuis 1949 entretiennent avec les autorités de Pékin des rapports ambigus, faits de servilité hypocrite et aussi, parfois, d'accès d'indépendance.

32. Et d'abord les activités des services de renseignement.

donc, à titre hypothétique, trois courants d'informations principaux entre Hong Kong et la Chine : les mass médias, les échanges humains et les communications à l'intérieur de l'appareil communiste. La frontière chinoise n'est pas hermétique aux mass médias de Hong Kong — presse, édition, radio, télévision et cinéma. La colonie ne disposant, par définition, d'aucune représentation diplomatique et n'exerçant aucune action de propagande en Chine, les mass médias véhiculent un langage très diversifié mais au fond ce langage est le plus « officiel » qu'elle puisse tenir car il est ce qui la représente le mieux. Les bureaux des agences de presses et les principaux journaux sis à Hong Kong sont parfois cités dans la presse gouvernementale chinoise. Au même titre que ceux de la *Pravda*, du *New York Times* ou du *Figaro*, les principaux articles de la presse hong kongaise sont également reproduits dans les recueils d'informations destinés aux cadres chinois. Certains d'entre eux connaissent la signature de l'éditorialiste Ding Wang aussi bien que celle de Raymond Aron. De telles insertions paraissent même particulièrement fréquentes, encore que l'absence de collections complètes de ces recueils en Occident interdise toute certitude. D'après les réfugiés, la plupart des journaux de Hong Kong auraient les honneurs de la citation, y compris ceux de la droite pro-taiwanaise, mais les plus souvent cités seraient, d'une part le quotidien modéré *Mingbao*, et d'autre part la presse pro-communiste³³. L'existence de ces insertions est un fait vérifié et public. Pékin a accusé Yao Wenyan, l'un des membres du « gang des Quatre » épuré en octobre 1976, d'avoir ordonné, en mars de la même année, la reproduction dans les *Matériaux de référence* d'un article publié à Hong Kong qui mettait en cause le comportement de Zhou Enlai à Shanghai au début des années trente³⁴. Un quotidien comme le *Mingbao* entretient par moments un véritable dialogue indirect avec les autorités de la province du Guangdong. Ainsi, il a publié dans l'hiver 1977-1978 une série de lettres de lecteurs déplorant le traitement subi, dans la région de Haifeng, par les familles de ceux qui s'étaient enfuis à Hong Kong : amendes, prison, saisies. Ces plaintes ont été entendues, et la situation partiellement redressée, ce dont le journal s'est félicité³⁵. De même, la campagne de presse unanime entreprise contre le comportement des douaniers chinois de Shumchum est

33. On trouvera des exemples précis de ce phénomène dans *MB* 2 décembre 1976 et 26 novembre 1977 ainsi que dans *ZM* n° 3 page 42, n° 4 page 46, n° 5 page 11. Tous les réfugiés confirment ce fait ainsi que la véritable célébrité de certains journalistes de Hong Kong en Chine.

34. *MB* 13 novembre 1976.

35. *MB* 17 mars 1978.

l'une des causes de sa modification récente. En fait, depuis la disparition du « gang des Quatre », tout se passe comme si chaque article important de la presse hong kongaise critiquant tel ou tel aspect de la politique du régime faisait l'objet, en Chine, d'une reproduction et d'une discussion internes. Ainsi, un diplomate se rendant au Sichuan dans l'été 1978 apprit qu'un article très violent publié par une revue pro-communiste de Hong Kong contre l'organisation du tourisme chinois avait été étudié par les responsables locaux de la *Lüxingshe* (l'agence officielle de voyages). Les exemples de cette sorte pourraient être multipliés. Les publications de Hong Kong suscitent en Chine un intérêt tout à fait spécial — au point que le Département de la propagande du comité du Parti de Shanghai n'a pas jugé inutile de répondre (de façon dilatoire, il est vrai) à la requête historiographique que lui présentait une revue pourtant peu suspecte de philo-communisme. Il est probable, par ailleurs, que les publications de Hong Kong ne sont pas connues seulement grâce à l'attention que leur consacrent les autorités de Pékin. De nombreux exemplaires sont introduits en Chine par des voyageurs, ou même par la poste. Le fait, en tout cas, est là : elles sont très suivies en Chine. On a vu des lecteurs du continent polémique avec leurs rédactions et, à Hong Kong, une journaliste affirmait récemment qu'elle collaborait de préférence au *Mensuel Mingbao* afin d'être lue par... Deng Xiaoping³⁶ !

De la même façon, les petits et grands événements de l'édition hong kongaise sont suivis avec attention en Chine. Les traductions qu'on trouve dans la colonie de certaines œuvres occidentales (même celles en provenance de Taiwan) sont souvent communiquées aux administrations chinoises concernées, et parfois distribuées aux cadres supérieurs. Ainsi, la traduction, réalisée à Hong Kong, d'une célèbre biographie du maréchal Zhu De par la journaliste américaine Agnès Smedley a récemment été diffusée dans certains milieux dirigeants chinois, et l'on en prépare une adaptation au grand public. De nombreuses traductions d'ouvrages techniques ou militaires occidentaux ne sont entreprises, semble-t-il, qu'en raison du public qu'elles trouveront en Chine même.

36. La correspondance échangée avec le Département de la propagande du comité du Parti de Shanghai est publiée dans le numéro du 16 mars 1978 de la revue *Zhanwang* (*Perspective*, ci-après *ZW*). On trouvera d'autres exemples de correspondance de citoyens chinois avec des organes hong kongais dans *MB* 17 janvier et *ZW* premier février 1977. Rappelons enfin que Deng Xiaoping, l'un des derniers « grands » du communisme chinois, a connu un destin politique mouvementé depuis la Révolution culturelle, qu'il occupe aujourd'hui la troisième place dans la hiérarchie politique chinoise mais est généralement considéré, y compris et surtout par les Chinois installés à l'étranger, comme la cheville ouvrière du régime actuel.

Le cinéma de Hong Kong, comme d'ailleurs nombre de films occidentaux, a fait l'objet, depuis la Révolution culturelle, de projections réservées aux cadres dirigeants, projections dont la fréquence et le contenu précis nous restent malheureusement presque complètement inconnus. Cependant, depuis 1977, certains des films que tournent les compagnies pro-communistes de la colonie sont présentés au grand public chinois, au même titre que des longs métrages roumains ou yougoslaves³⁷. Depuis le début de 1978, quelques-uns sont tournés en Chine même, ce qui limite considérablement leur coût de revient. D'après des sources sérieuses, Hong Kong jouerait également, dans ce domaine, un véritable rôle d'intermédiaire avec l'Occident : là seraient visionnés par des membres de l'appareil communiste nombre de longs métrages que Pékin achète ensuite à des sociétés de production occidentales³⁸.

Enfin, comme dans les démocraties populaires (mais vraisemblablement en nombre moins grand), certains Chinois se tiennent à l'écoute des radios étrangères taiwanaise, américaine et soviétique bien sûr, mais aussi japonaise, vietnamienne, indienne... sans parler des émissions en langue chinoise de Radio Vatican ! Le fait est avéré pour les années cinquante comme pour la période de la Révolution culturelle. Il semble s'être généralisé récemment, malgré les interdictions officielles et les lourdes peines prononcées par les tribunaux³⁹. Dans ce domaine cependant, l'influence de Hong Kong semble limitée à la province de Guangdong. D'après de nombreux voyageurs, les habitants de Canton connaissent bien les programmes radiophoniques qui leur parviennent de Hong Kong ou Macao. Dans certaines usines, la production ralentirait à l'heure des émissions les plus populaires... Les débrouillards modifieraient même leur poste de télévision afin de recevoir les programmes des chaînes hong kongaises.

Le deuxième mode de pénétration des informations étrangères en Chine est bien plus massif. Les échanges humains entre Hong Kong et la Chine sont en effet très importants. Environ 250 000 habitants de la colonie se sont rendus en Chine en 1977, et 300 000 étaient attendus en

37. C'était notamment le cas, dans l'été 1978, d'un film retraçant le destin tragique du lettré Qu Yuan (4^e-3^e siècle avant Jésus-Christ).

38. Pékin n'a jamais cessé de s'informer sur la production cinématographique internationale, et a procédé à plusieurs achats assez importants dans ce domaine. Ces achats étaient officiellement motivés par une curiosité de type technique. Mais les dirigeants chinois se préparent à présenter au public chinois certains films étrangers idéologiquement inoffensifs.

39. Des peines de cinq à dix ans de camp de rééducation ne sont pas rares. Cependant, l'écoute des radios étrangères n'est souvent mentionnée dans les proclamations des tribunaux chinois que comme une circonstance aggravante.

1978⁴⁰. Certains ont conservé au Guangdong une maison et un petit lopin de terre. De tels achats et même, dit-on, des investissements véritables dans l'industrie seraient à nouveau admis depuis le début de 1978⁴¹. Dans la plupart des cas, le retour en Chine est motivé par des raisons familiales car l'aspect touristique du voyage n'est généralement guère apprécié : pour le citoyen de Hong Kong, les trains chinois sont sales et bondés, les hôtels inconfortables, la nourriture médiocre (il n'aime particulièrement pas le riz de qualité inférieure qui est consommé sur le continent), la surveillance policière trop pesante. De nombreux réfugiés ou même des Hong Kongais de souche ont conservé des parents proches en Chine. Ce sont souvent des oncles ou des aïeux, mais assez fréquemment aussi une épouse et des enfants (ce qui n'a pas toujours empêché de fonder une nouvelle famille dans la colonie). Il arrive aussi que l'on se décide à épouser une femme qui pendant un temps restera sur le continent, soit parce que l'on ne parvient pas à trouver un partenaire de ce côté de la frontière, soit parce qu'ainsi elle prendra soin des vieux parents restés au pays natal⁴². Le temps fort des relations humaines entre Hong Kong et la Chine se situe lors de la visite que l'on rend, généralement vers le Nouvel An chinois, au pays natal (*jiaxiang*). Pendant plusieurs semaines avant la fête, tout Hong Kong résonne de préparatifs et d'appréhensions. Quelle sera, cette fois-ci, l'attitude des douaniers communistes ? Fermeront-ils les yeux sur le surplus de cadeaux, sur la veste destinée à la grand mère dont on affublera, pendant le trajet, la petite fille ? Les trains seront-ils bondés ? La réservation d'hôtel a-t-elle été vraiment effectuée par la *Lüxingshe* ? La veille du Nouvel An, bien avant le lever du soleil, la gare de Hung Hom, d'où va s'ébranler une marée de trains spéciaux, est remplie de tout un petit peuple criard et ému, qui, dans une bousculade incontrôlable, s'élanche sur Shumchum avant de se disperser dans le Guangdong ou de continuer le voyage jusqu'aux provinces voisines, Shanghai et même Pékin. Le trajet, en général, est épuisant. A cause de la longue attente à la douane et de la surcharge des trains ou des cars, il faut déjà une bonne journée pour joindre Canton. A peine parvenu

40. Ce chiffre n'est qu'une évaluation approximative. Cf. *DGB* 6 janvier 1978 ; *QSND* juin 1978, pages 54-56 et *SCMP* 23 juin 1978.

41. *SCMP* 18 octobre 1977, 28 avril 1978.

42. Voir *MB* 5 janvier 1978 et *PG* n° 115, pages 30-34. De nombreux témoignages oraux confirment ce phénomène. Dans certains milieux de Hong Kong, on apprécie le sérieux et la piété filiale des femmes du continent. En Chine, depuis 1976, rien n'est mieux porté que d'épouser un Chinois de l'étranger ou possédant de la famille à l'étranger afin de s'ouvrir des possibilités ultérieures d'émigration.

Y a-t-il une frontière chinoise ?

à destination, si l'on n'a pas choisi un hôtel généralement spacieux et bon marché mais éloigné et si l'on préfère occuper une petite chambre dans une maison familiale bondée, il faut se faire enregistrer par les autorités. Les quelques jours, rarement plus d'une semaine, que durent les retrouvailles familiales sont ponctués de visites aux parents éloignés, aux amis, aux cadres, de remises de cadeaux, de promenades. Bientôt arrive l'heure du départ. Délesté de ses présents, le voyageur emporte des souvenirs qu'il faudra déballer devant un douanier sévère. Pendant plusieurs semaines, à Hong Kong, les conversations porteront sur ce que l'on a vu et entendu, sur les changements intervenus, la qualité de la nourriture⁴³ — puis la vie reprendra.

Il est par définition impossible de connaître tout ce qui peut se dire ou se faire comprendre lors de ces voyages. La dépolitisation du Hong Kongais moyen et celle du citoyen chinois s'additionnent certainement à une prudence que l'expérience enseigne. Mais rien ne peut empêcher les bavards aux mains calleuses qui ont traversé la frontière de décrire leur vie aux parents pauvres du continent. Parfois, quand les enfants dorment, quand les voisins sont partis, s'échangent des confidences moins innocentes, se tissent des projets d'avenir et s'exhale la nostalgie d'un temps où l'on vivait mal, mais tous ensemble... En marge de l'information publique ou interne que le régime diffuse sur le monde extérieur, il existe ainsi un véritable flux d'informations de bouche à oreille qui concourent à former l'opinion publique chinoise.

Au reste, la visite en Chine n'est pas la seule façon dont se déroulent les échanges humains. Les envois d'argent sont réglementés, mais non freinés, et pour cause : l'ensemble des transferts d'invisibles compte pour le tiers des gains que la Chine populaire retire de Hong Kong⁴⁴. Rien de plus concis qu'un mandat, apparemment ; rien de plus parlant, cependant, pour son destinataire si celui-ci vit à la limite de la suffisance alimentaire. Les lettres, quant à elles, font en principe l'objet d'une censure sévère. Le terme, en fait, n'est pas exact : c'est de surveillance qu'il faudrait parler. Une part infime du courrier est interceptée, mais combien de missives sont ouvertes puis refermées, après qu'une copie ait été jointe au dossier (*dangan*) de leur destinataire ? Dans cette menace réside le principal obstacle à la franchise. Aussi la plus grande prudence est-elle de mise. On n'aborde en principe que des sujets privés. Cependant, la situation matérielle de chacun est

43. Parmi les nombreux récits de ces visites, on lira ceux publiés dans le *MB* 28 avril 1977, 23 janvier, 20 avril, 22 mai 1978 et *PG* n° 115, pages 30-34.

44. *PG* n° 117, pages 8-11.

inévitablement évoquée, et l'évolution du niveau de vie, ce qui implique des considérations vagues, mais par nature politiques, du type « cela va mieux » ou « cela va de mal en pis ». Au surplus, les correspondants avaient, à compter de la chute des « Quatre » (octobre 1976) et jusqu'à nos jours, toutes les raisons de se montrer trop curieux tant est profonde, en Chine populaire, la politisation de la vie quotidienne. Il arrive donc fréquemment que l'on fasse transiter telle ou telle correspondance délicate par un voyageur, ou par un proche admis à quitter légalement la Chine. On peut, également, tout dire sans se compromettre : tel « compatriote de Hong Kong », plutôt que de poser franchement une question, enverra à son correspondant une série de coupures de la presse communiste locale insistant sur la libéralisation en cours sur le continent ; ce dernier, plutôt que de répondre nettement, pourra laisser tomber discrètement au détour d'une page : « Quant à ce que tu m'as envoyé, ce ne sont pour l'instant que des coupures de journaux »... On peut tout aussi bien correspondre par envois de livres interposés, le correspondant de Hong Kong envoyant à son parent du continent l'ouvrage, en principe réhabilité mais non encore disponible, d'un écrivain voué aux gémonies depuis les Cent fleurs ou depuis la Révolution culturelle⁴⁵.

Ces échanges directs tirent leur richesse de leur spontanéité, mais ils souffrent deux limites importantes. D'une part, même s'ils sont socialement mieux répartis, ils ne touchent qu'une très faible portion de la population. Les trois cent mille voyageurs de Hong Kong ne sont qu'une goutte d'acide dans l'océan chinois, quelle que soit, par ailleurs, la vitesse avec laquelle les rumeurs (les « nouvelles des petites rues », comme l'on dit) s'y répandent. D'autre part, les informations qui transitent de cette façon n'atteignent pas les étages supérieurs de la hiérarchie politique, lesquels, par définition doivent rester purs de tout contact avec l'étranger⁴⁶.

Il n'en est évidemment pas de même du troisième type d'informations, celles qui sont directement transmises à leurs supérieurs par les

45. Les envois de livres obéissent aussi à des motifs aussi beaucoup plus concrets. Depuis la restauration dans l'automne 1977 des examens d'entrée à l'université, c'est à qui, en Chine, se procurera les manuels nécessaires, car ceux-ci ont disparu pendant la Révolution culturelle et se trouvent en nombre trop insuffisant dans les bibliothèques. Les parents et amis de Hong Kong sont donc suppliés de se procurer et d'expédier les précieux ouvrages.

46. Cette règle non écrite du système politique chinois a été réaffirmée avec une rigueur toute particulière au Guangdong en 1969 : tous les cadres, même inférieurs, possédant des liens familiaux à l'étranger furent l'objet d'une enquête, et un grand nombre d'entre eux démis de leurs fonctions (témoignages de réfugiés).

cadres communistes de Hong Kong. Ces informations sont de deux ordres. Rassembler des renseignements politiques et économiques a toujours constitué l'une des fonctions essentielles des agents dépêchés à Hong Kong par la Chine populaire, et plus encore depuis que l'avènement de Hua Guofeng et le retour de Deng Xiaoping ont accentué l'ouverture diplomatique et la volonté de modernisation du régime chinois. On ne connaît, évidemment, que peu de choses sur le fonctionnement à Hong Kong de l'agence de presse *Chine nouvelle* qui, de façon significative, y représente Pékin. Nul doute que celle-ci surveille de près les milieux dissidents de Hong Kong. Ceux-ci sont faibles, certes, et fragiles, mais habiles à saisir les occasions d'embarrasser la direction chinoise lorsqu'elle est divisée ou risque de prêter le flanc aux critiques de l'opinion publique internationale. Ainsi, la campagne menée à Hong Kong en faveur de la mémoire du premier ministre Zhou Enlai et des émeutiers de la place Tiananmen a indiscutablement embarrassé les représentants locaux de Pékin, de même que les petites manifestations conduites par quelques groupuscules courageux en faveur des dissidents éliminés par le régime (1976-1977)⁴⁷. Des rumeurs courent périodiquement la ville sur des cas d'enlèvement de certains protestataires ou de réfugiés porteurs de « secrets d'Etat » par les communistes. Nul doute, également, que Pékin profite de la présence à Hong Kong de missions diplomatiques nombreuses et étoffées pour s'informer de ce que l'on y pense, de ce que l'on y prépare. Hong Kong est sans doute la capitale mondiale de l'indiscrétion, calculée ou non, car celle-ci nourrit une bonne partie des diplomates qui s'y activent. Le brouhaha des fausses rumeurs et des vraies nouvelles facilite d'ailleurs certaines approches tellement publiques qu'elles en deviennent discrètes, de régimes non représentés à Pékin, dont certains, tel l'indonésien, sont particulièrement actifs à Hong Kong.

Le renseignement économique et technique semble cependant constituer une tâche plus importante encore pour les agents de Pékin. Les directeurs des grandes banques étrangères admettent, résignés, que Pékin ignore peu de choses de leurs mouvements : ils comptent tout simplement avec cette variable supplémentaire. Les aspects techniques du développement de Hong Kong intéressent incontestablement les Chinois, notamment dans le domaine des travaux publics. La construction d'une piste d'aviation sur la mer, le percement d'un tunnel sous-marin

47. Les groupuscules — trotskystes, anarchistes ou indépendants — ont organisé des manifestations pour défendre les victimes de la place Tian An Men (mai 1976) puis deux dissidents incarcérés : Li Zhengtian et Yang Xiguang (mai 1977).

entre Kowloon et l'île de Victoria puis, plus récemment, son prolongement sous le Peak et le développement des travaux du métropolitain dans des zones très difficiles ont été autant d'occasions mises à profit par les Chinois pour s'informer sur les techniques occidentales et japonaises les plus avancées. Pékin dépêche d'ailleurs de temps à autre des missions d'observation, dont un petit nombre seulement sont signalées par la presse⁴⁸.

Cette situation est connue de nombreux responsables économiques de Hong Kong. Certains l'accueillent avec faveur, estimant trouver intérêt à la transformation de Hong Kong en une vitrine du capitalisme international. Une partie d'entre eux estimerait possible de préparer plus activement à Hong Kong la conclusion des contrats qui, d'ordinaire, a lieu en Chine même. Des informations très sérieuses indiquent même que, par l'intermédiaire d'hommes d'affaires de Hong Kong liés à Pékin, d'intéressants contrats seraient discutés dans la colonie. Jusqu'alors plateforme d'influences et d'informations, celle-ci tendrait à devenir aussi lieu de négociations.

La presse communiste de Hong Kong, outre le rôle de propagande actif qu'elle remplit localement, renseigne aussi les dirigeants chinois. En effet, non seulement elle est, comme on l'a vu, fréquemment citée dans les recueils de nouvelles destinés aux cadres, mais elle fait l'objet d'une distribution interne dans les hautes sphères du Parti chinois. Le *Dagongbao* (*L'impartial*) est, à ce que l'on croit savoir, distribué en Chine jusqu'à concurrence de 10 000 exemplaires. Le chiffre serait un peu plus faible pour le *Xinwan bao* (*Nouveau journal du soir*) et pour le *Wenhui bao* (*Rencontre littéraire*). Les voyageurs de Hong Kong assurent que des revues pro-communistes locales comme *Qishi niandai* (*Les années soixante-dix*) ou *Pangu* (*Adam*) sont également lues par des cadres chinois. Le fait est à ce point avéré que certains annonceurs de Hong Kong en tiennent compte pour définir leur politique publicitaire. Il nous paraît d'une importance considérable, et cela pour deux raisons. En premier lieu, ces organes solidement établis sur la place, ne peuvent se contenter d'illustrer la politique de Pékin ; ils doivent aussi informer leurs lecteurs sur Hong Kong et sur le monde. La fidélité à Pékin qualifie la ligne politique, non le contenu du journal, qui est consacré pour les deux tiers au moins à l'information locale et étrangère. Chaque 14 Juillet, le *Dagong bao* présente à ses lecteurs certains

48. Voir, par exemple, *MB* 27 mars 1978 qui rapporte la venue d'une mission chargée d'étudier les techniques de construction sur pente. Une exposition sur les techniques de la construction à Hong Kong, réservée aux cadres, aurait été organisée à Pékin au début des années soixante-dix.

aspects de la société française, qu'il s'agisse des vignobles ou de la régie Renault. Qu'un grand film américain soit programmé sur les écrans de la ville, et il faut en rendre compte, comme il faut bien signaler, fût-ce avec dégoût, les films pornographiques les plus célèbres. Depuis le début de 1977, l'ouverture de la presse communiste de Hong Kong au monde s'est encore plus affirmée. Le *Dagong bao* a considérablement amélioré sa page culturelle. Si nombre de reportages sur l'étranger restent déformés par les intentions politiques, de plus en plus fréquents sont les notes documentaires ou les récits factuels dépouillés de tout commentaire, traduits directement de journaux étrangers ou même, parfois, des bulletins d'information fournis par les consulats étrangers ! La revue *Qishi niandai*, qui a complètement transformé sa présentation pour ressembler à la très académique et très libérale *Mingbao Yuekan* (*Revue Mingbao*), n'hésite pas à aborder les sujets délicats sur lesquels la diplomatie de Pékin reste encore officiellement muette, tel l'eurocommunisme⁴⁹.

Que la presse communiste de Hong Kong reçoive une diffusion interne en Chine signifie donc un accroissement du niveau d'information sur Hong Kong et l'étranger chez un nombre restreint de dirigeants communistes. Cela est notable, non important. Ce qui fait véritablement problème, c'est la dérive politique qui, à plusieurs reprises depuis octobre 1976 et plus spécialement depuis le début de 1977, a semblé saisir cette presse. Elle qui, jusqu'alors, avait généralement entonné sans broncher les airs successifs qui lui provenaient de Pékin, on l'a vue soudain prendre des libertés, limitées certes, mais réelles, avec la vulgate. Au printemps de 1977, il était clair que la presse communiste de la colonie souhaitait le retour aux affaires de Deng Xiaoping, lequel ne devait se produire, rappelons-le, qu'en juillet suivant. Dès le mois de mai, la revue *Pangu* n'hésitait pas à l'appeler publiquement de ses vœux et à s'interroger sur les raisons de son retard⁵⁰. Une analyse précise du vocabulaire utilisé à propos des deux principaux dirigeants chinois, le pourtant « génial » président Hua et le simplement « camarade » Deng montrerait certainement où va la préférence des communistes de Hong Kong⁵¹. Après le retour officiel sur la scène du vice-premier ministre, leur presse n'a guère laissé passer d'occasions

49. Voir, par exemple, l'article au total assez sympathique consacré par la revue *QSND* à l'eurocommunisme, mars 1978, pages 50-53.

50. *PG* n° 104, pages 29-36. Exceptionnellement, afin d'attirer plus sûrement l'attention, l'article était directement publié en anglais.

51. De ce point de vue, le courrier des lecteurs de la revue *Qishi niandai* (*Les années soixante-dix*) ne manque pas d'intérêt. En effet, tandis que certains correspondants réclament la suppression des épithètes dithyrambiques et rappellent qu'un dirigeant ne se

pour faire comprendre que, plus tôt l'on appliquerait complètement et exclusivement son programme, et mieux cela serait pour la Chine comme pour Hong Kong. Cette attitude s'est affirmée à partir de l'automne 1977. Non seulement, en effet, les organes communistes de la colonie ne manifestaient guère d'enthousiasme pour les compromis politiques successifs qui confirmaient le pouvoir de Hua Guofeng (réunions du onzième congrès du Parti en août 1977 et de la cinquième assemblée nationale populaire en avril 1978), mais ils s'employaient de deux façons à accélérer l'évolution en cours sur le continent : d'une part, en vantant très fort les mesures de libéralisation déjà adoptées par Pékin, d'autre part, en appelant d'autres mesures plus radicales encore. Sous prétexte de dénoncer les excès de la Révolution culturelle ou d'applaudir à des mesures déjà prises, des articles de revue ont remis en discussion certaines bases éprouvées du régime maoïste : la toute puissance du Parti, le culte de son chef, le centralisme si peu démocratique, l'absence de garanties juridiques⁵². La création, en octobre 1977, de la revue *Zhengming* (*Rivalisons*) est venue symboliser et accentuer cette évolution. De par son titre, cette publication fait référence aux Cent fleurs qu'en 1957 Mao Tse-tung avait réprimées après les avoir fait naître⁵³. Mais elle ne s'est pas contentée de demander abstraitement une plus grande libéralisation du régime de Pékin. Sur deux points précis, elle a fait sensation en donnant soudain raison aux témoignages que seule publiait jusqu'alors la presse non communiste : tout d'abord, une série d'articles aux titres évocateurs (« Pourquoi sommes-nous partis ? », « Qui a tué notre amour ? ») réhabilitait les Chinois d'outre-mer et admettait la réalité des mauvais traitements dont ils avaient été l'objet dès avant la Révolution culturelle ; plus tard, *Zhengming* allait jusqu'à prendre la défense de ceux que les excès de la Révolution culturelle avaient poussés à quitter illégalement la Chine⁵⁴.

révèle « génial » qu'à l'expérience, d'autres, visiblement de « vieux communistes », protestent contre de telles marques d'irrespect. Cf. *QSND* novembre 1977, page 88.

52. Voir notamment *QSND* novembre 1977, pages 45-47, mars 1978, pages 67-73, avril 1978, pages 12-13, ainsi que la revue à grand tirage *Guangjiao Jing* (*Le grand angle*) 16 avril 1978, pages 17-21.

53. L'expérience des Cent fleurs a très souvent constitué le premier vrai traumatisme des Chinois rentrés de l'étranger au début des années cinquante. Nombre d'entre eux, ou de leurs enfants, se trouvaient alors à l'université et furent pour la première fois mis en présence de la répression policière.

54. *ZM* n° 7 (mai 1978), pages 44-48. On sait de façon formelle que les protestations de cette revue contre le sort fait aux Chinois d'outre-mer ont été reproduites dans les *Nouvelles de référence*. Cf. *ZM* n° 3, page 42, n° 4, page 46, n° 5, page 11. D'après plusieurs témoignages, elles auraient produit une véritable sensation en Chine.

Il ne faut évidemment pas exagérer la portée de ces prises de position. Tous les organes communistes ou simplement pro-communistes de Hong Kong, même et surtout *Zhengming*, sont tenus en mains par des hommes d'appareil chevronnés. Leur tâche principale reste la justification de la ligne politique du PCC. Les critiques, aussi acérées fussent-elles, contre les excès du régime chinois, ne sont, ni aussi originales, ni aussi spontanées qu'on pourrait le croire. En effet, depuis l'automne 1977, le *Quotidien du Peuple* a dénoncé un nombre croissant de cas d'arbitraire ou de corruption : sur ce point, la presse communiste et communisante de Hong Kong est tout simplement plus précoce et plus franche dans ses critiques. N'oublions pas non plus quelle est sa fonction : celle-ci consiste explicitement à rallier le plus grand nombre de « compatriotes » à l'obédience de Pékin. C'est une presse de Front uni. Dans cette optique, même les audaces de *Zhengming* trouvent leur explication : ramener dans le giron idéologique de la métropole cette masse de réfugiés légaux et illégaux que pourraient attirer des petites revues réellement contestataires comme *Huang He (Fleuve Jaune)* et *Guanchajia (L'observateur)*. Reste une dernière explication réductrice : dans la lutte qui opposerait, à Pékin, les clans rivaux de Hua Guofeng et Deng Xiaoping, l'appareil communiste de Hong Kong aurait choisi Deng Xiaoping. Un tel choix peut difficilement apparaître comme courageux : c'est, jusqu'à présent, le choix du camp vainqueur. Il est peut-être dicté par des convictions, mais plus sûrement aussi par de solides informations sur ce qui se prépare à Pékin, comme l'indiquent certains signes⁵⁵. Rien ne garantit, au surplus, la durée des dissonances avec Pékin lorsque la tendance représentée par Deng Xiaoping l'aura complètement emporté : le moment ne sera-t-il pas venu, alors, de redoubler de louanges ?

Ces réserves ne doivent pourtant pas masquer un phénomène éloquent. Les renseignements qui transitent par l'appareil communiste de Hong Kong, et qui par définition s'adressent aux preneurs de décision chinois reflètent un exemple — celui d'une action de propagande attentive à l'opinion publique — et deux images : une image critique de la Chine populaire et aussi une image globalement positive de Hong Kong et du monde extérieur. La colonie informe la Chine, non seulement de ce qu'elle est vraiment mais aussi de ce qu'elle n'est pas — et devrait, peut-être, devenir.

55. Ainsi, les thèmes développés par les premiers numéros de la revue *Zhengming* à partir de sa création en novembre 1977 correspondent exactement à ceux que la propagande chinoise devait développer à propos des Chinois d'outre-mer trois mois plus tard.

Le langage de l'appareil communiste de Hong Kong n'est certes pas univoque. Toutefois, son ouverture et sa relative liberté désignent un phénomène intéressant. Malgré son ambiguïté politique, malgré sa complexité sociale, malgré la diversité des modes de communication, Hong Kong diffuse en direction du continent un message au fond homogène. Par les temps qui courent, à Hong Kong plus et bien plus vite qu'en Occident, les groupes maoïstes se sont faits rares : dans ce lieu de travail et d'argent, l'extrémisme est mal porté, et il serait plutôt anti-communiste, ce dont Taiwan tente périodiquement, mais en vain, de prendre avantage⁵⁶. On ne trouve donc pour ainsi dire, pas en Chine, de ces groupes « marxistes-léninistes » venus expliquer, à des interlocuteurs ébahis, que leurs canaux d'information internes eux-mêmes se trompent et que, contrairement aux idées reçues, Hong Kong est misérable et réprimée. Cela est, cela a toujours été l'une des grandes différences entre les informations en provenance du monde occidental et celles qui parviennent du havre par excellence des réfugiés chinois. Malgré et à cause de sa diversité, le message que Hong Kong diffuse en Chine est polarisé autour de deux concepts classiques mais bien vivants : c'est un message de liberté, et c'est un message de progrès économique. Ce dont témoignent auprès de leurs interlocuteurs du continent l'ouvrier de Hong Kong inscrit dans un syndicat pro-communiste comme le petit vendeur de rue ou le pensionnaire d'un collègue britannique, c'est qu'à Hong Kong on peut par principe faire ce que l'on veut, à condition d'en avoir les moyens, c'est qu'Hong Kong est la patrie du laisser-faire bien plus que du laisser-aller. En effet — et là se trouve l'indispensable deuxième partie du message — on reconnaît que le « fais ce que veux » de la jungle hong kongaise n'est pas resté une loi hypocrite, il est devenu le principe d'une croissance économique incontestable. A Hong Kong, le riz est bon, les restaurants sont abordables, les biens de consommation sont abondants et peu chers. La colonie apparaît comme la porte ouverte de l'Asie chinoise sur la consommation et ses délices. Taiwan, Singapour même sont trop policés et trop policiers. A Hong Kong, territoire sans passé et presque sans autorité, la consommation peut être totale : elle n'a pour limites que le désir, et l'argent. C'est, dans un sens fondamental, l'univers du

56. On peut trouver étonnant que l'anticommunisme des réfugiés et de nombreux habitants de Hong Kong ne les porte pas plus du côté de Taiwan. L'explication semble double. D'une part, on ne se fait aucune illusion sur la nature policière et conformiste du régime taiwanais. D'autre part, on éprouve des doutes sur la capacité de Taiwan à supporter une offensive militaire chinoise. Curieusement, ces sentiments fréquemment exprimés à Hong Kong seraient aussi ceux de nombreux Chinois du continent d'après un intéressant article de *GCI*, août 1978, pages 31-32.

jeu. A ce point, les courants d'information spontanés et le courant de désinformation officielle se rejoignent : le « port des parfums »⁵⁷ est un lieu de perdition. Du moins chacun se trouve-t-il en mesure de se perdre. On sait bien, en Chine, que le dernier des éboueurs de la colonie vit mieux que le paysan moyen du Guangdong : c'est peu de dire qu'à Hong Kong l'égalité ne constitue pas un principe collectif, et pourtant, dans les faits, elle est bien mieux respectée que dans le régime socialiste voisin. En ceci, la consommation façon Hong Kong paraît bien plus sympathique au Chinois moyen que celle qui s'ébauchoit ici et là sur le continent avant 1949 : ce n'est pas la jouissance des classes exploiteuses, c'est la consommation des masses. Peu importe que la vérité diffère quelque peu de ce schéma idéal : l'important est que le rêve existe. Et ce rêve, en s'ajoutant aux extrêmes difficultés de la vie en Chine, explique la puissance et la persistance du courant d'émigration vers la colonie britannique. Les Chinois, en effet, ne demandent pas seulement à partir quand cela va mal chez eux (cas des années 1962-1963 et, à un moindre titre, de 1976) ; ils décident également de rejoindre Hong Kong quand l'atmosphère se détend, quand la vie est presque vivable, quand les visas de sortie, aussi, sont moins difficiles à obtenir (cas de 1978)⁵⁸. Même dans les meilleurs moments du régime communiste chinois, Hong Kong demeure une utopie proche. Ceci concourt sans doute à expliquer que tant de demandes de sortie soient formulées pour ce territoire, qui pourraient tout aussi bien être libellées pour une autre destination : Hong Kong n'est pas seulement plus sûr que Taiwan, moins difficile à vivre que le véritable étranger (l'Occident) ; c'est aussi, à portée de main (et du travail, cela se sait), le contraire du malheur maoïste, mais en terre chinoise.

Que dit Hong Kong à propos de l'Occident ? L'utopie, à ce point, se nuance sérieusement. En un sens, l'Occident représente mieux encore qu'Hong Kong : le niveau de vie y est plus élevé, la vie culturelle plus riche, bref, on s'y trouve dans de vrais pays, disposant d'une conscience nationale, d'une armée, d'une Sécurité sociale. Lorsqu'ils se

57. Car tel est le sens du mot chinois (*xianggang*) qui désigne la colonie.

58. Hong Kong reçoit de Chine populaire deux flots d'émigrants distincts. Le premier, spontané, est celui des fuyards illégaux qui, malgré la surveillance frontalière, ne seraient pas moins de 10 000 par an. Le second dépend largement de la bonne volonté du gouvernement chinois et de l'intensité des protestations émises par les autorités de Hong Kong, qu'inquiète le surpeuplement croissant de la colonie et l'augmentation de leurs dépenses sociales. Il est assez bien connu. On sait qu'après les hautes eaux de 1972-1973 le nombre des immigrants légaux s'est stabilisé entre 20 000 et 26 000 passages par an, mais a considérablement augmenté depuis janvier 1978 (en moyenne 120 arrivées par jour de janvier à juin). Cf. *SCMP* 11 août 1977, 20, 21, 24 juin 1978.

déplacent en Chine, les citoyens de Hong Kong y transportent aussi leur rêve majeur : s'établir dans une de ces démocraties musclées — la République fédérale allemande, le Canada, la Grande-Bretagne, l'Australie, la France et par dessus tout les Etats-Unis — où l'on protège si bien la propriété⁵⁹. L'Occident, c'est Hong Kong sans la précarité, et c'est l'impulsion dont procède Hong Kong. D'un autre côté, on ne s'en cache pas, c'est aussi un univers lointain, pénible et déroutant. Il faut s'y imposer en face de gens qui ne parlent ni ne pensent chinois. Est-il, d'ailleurs, toujours si sûr ? Le déclin économique de la Grande-Bretagne et la crise économique mondiale sont abondamment décrits par la presse officielle chinoise et confirmés par les voyageurs de Hong Kong. Les incertitudes politiques de l'Europe ne sont pas ignorées non plus. L'eurocommunisme inquiète tout autant les Hong Kongais que le gouvernement chinois, pour des raisons d'ailleurs peu différentes au fond : on craint qu'il n'en vienne à livrer l'Europe à l'Union soviétique, et au moins à l'appauvrir. Quel voyageur français n'a pas dû, à Hong Kong comme sur le continent, expliquer longuement à des interlocuteurs incrédules pourquoi près de la moitié du corps électoral de l'une des plus anciennes démocraties du monde était prête à installer au gouvernement des ministres communistes ? Si l'Occident est idéalisé, ses défauts ne sont pas tous sous-estimés.

Comment évaluer l'efficacité du message de Hong Kong en Chine populaire ? L'analyse ne peut être qu'impressionniste et se fonder sur des expériences vécues et des témoignages de voyageurs. Tout d'abord, l'exemple de Hong Kong montre que la frontière chinoise existe mais que dans les années 1976-1978 elle laissait transpirer en Chine un nombre important d'informations. N'importe quel voyageur attentif témoignera du fait qu'Hong Kong est connue sur le continent et même qu'elle est perçue souvent comme une véritable alternative aux excès du communisme. La question, cependant, est de savoir *combien* de gens savent et *ce qu'ils retiennent* des informations qu'ils ont perçues. Sur le premier point une réponse prudente mais ferme peut être avancée. Il est incontestable que de nombreux citoyens chinois demeurent dans une ignorance complète du monde extérieur, notamment parmi la paysannerie. Par là ils se trouvent à la merci d'une propagande qui, dans ses mauvais moments, n'hésite pas à présenter le « port des parfums » comme la Babylone moderne, un lieu de cruauté et de débauche⁶⁰.

59. La profession consulaire est sans doute l'une des plus difficiles qui soient à Hong Kong, tant sont nombreuses les demandes de visa pour l'étranger, malgré les restrictions de plus en plus sévères imposées par les gouvernements occidentaux.

60. D'après les réfugiés, la propagande dont ils étaient l'objet en Chine portait moins sur la pauvreté économique que sur les injustices sociales et la débauche régnant à

D'un autre côté, il existe incontestablement des couches sociales « informées » : les cadres supérieurs destinataires des journaux communistes de Hong Kong, tous les responsables qui ont accès aux *Nouvelles de référence* ainsi que ceux qui comptent des parents vivant à Hong Kong ou s'y rendant parfois. A ces destinataires directs doivent être ajoutés les parents, amis et plus généralement tous ceux qu'atteignent les « nouvelles de petites rues » dont ils sont l'origine⁶¹. Que retiennent-ils du message de Hong Kong ? La réponse doit être encore plus vague. Certains Cantonais semblent bien informés⁶². Le fait est partiellement confirmé par la rapidité avec laquelle la plupart des immigrants s'adaptent à la vie de la colonie mais cette rapidité a aussi d'autres causes : l'atmosphère chinoise de la ville, sa prospérité économique, l'action de certains organismes privés ou publics. Toutefois, même ceux-là qui sont les mieux informés sur Hong Kong ne possèdent que des notions très vagues sur le monde extérieur. Quant à ceux qui ne connaissent la colonie que par la presse, parfois de simples extraits de presse, qu'en savent-ils vraiment ? Leur maigre information n'est-elle pas aisément recouverte par l'oubli, la propagande ou le fantasme ?

A ce point, de plus, la question des informations qui transitent par Hong Kong ne peut pas être isolée de celle plus générale de l'information sur l'étranger et de son influence sur le comportement social et politique des Chinois. Depuis la rupture sino-soviétique, les observateurs n'ont généralement expliqué l'évolution politique de la Chine populaire que par des causes internes, que celles-ci résident surtout dans les luttes de factions ou dans de vastes mouvements sociaux. Le moment est aujourd'hui venu, à notre sens, d'examiner le rôle des modèles étrangers dans les événements chinois. La ligne prônée actuellement par Deng Xiaoping d'ouverture accrue sur l'Occident n'est certes pas encore pleinement appliquée par Pékin, et elle comporte des limites fondamentales. Mais elle indique bien que les dirigeants chinois n'ont jamais cessé de se tenir informés des performances du capitalisme

Hong Kong. On les menaçait, par exemple, d'être contraints à vendre leur fille pour survivre. Il existe des cas de femmes rentrées en Chine populaire qui furent accusées par les cadres de s'être prostituées au cours de leur séjour à Hong Kong.

61. L'importance des « nouvelles des petites rues » est l'une des conséquences du contrôle de l'information en Chine. On connaît des cas de paniques dues à des rumeurs annonçant l'épuisement des stocks de grain, ou un tremblement de terre. Certaines de ces rumeurs ne sont pas dénuées de fondements, notamment lorsqu'elles ont pour origine des parents de cadres.

62. C'est, par exemple, le cas des jeunes réfugiés interrogés par Jean-Jacques Michel dans *Avoir vingt ans en Chine* (Paris, Le Seuil, 1978), pages 175-181.

Jean-Luc Domenach

occidental. Elle pousse même à se demander si, après vingt-neuf années de pouvoir caractérisées par des succès initiaux puis de dramatiques échecs économiques (le Grand bond en avant) et politiques (la Révolution culturelle), le modèle communiste des années de guérilla ne s'est pas gravement érodé devant l'expérience du pouvoir et la prospérité des modèles capitalistes. La même question peut être posée dans le domaine social. La rapidité avec laquelle les habitants des régions favorisées de Chine (par exemple celle de Shangai) et les membres des couches urbaines avantagées (cadres, ouvriers des usines d'Etat, etc.) adoptent des comportements de consommation primaire (usage de la bicyclette, achat de montres chères, de radios et même de télévisions) de même que l'extension de certaines modes vestimentaires et de certains loisirs originaires du monde capitaliste, tous ces phénomènes, qui mériteraient d'être mieux étudiés, indiquent que dans la population aussi le modèle communiste est très sérieusement battu en brèche et que l'idéal d'une consommation à l'occidentale est de plus en plus présent. On peut même se demander si en attendant une Parole, une Révélation de la Chine, certains intellectuels européens n'ont pas commis un contre-sens complet : aujourd'hui, ce serait en fait l'Occident qui parlerait aux Chinois.

Décembre 1978